

Les hydrocarbures, le gaz et l'Otan à la source des conflits dans le Caucase cet été 2008

Par Patrick Simon
directeur adjoint de l'IDRPⁱ

Que faut-il penser de la situation entre la Russie et la Géorgie ? En 1992, l'Ossétie du sud avait obtenu le statut de république autonome de Géorgie, après une période de lutte armée qui faisait suite à l'effondrement de l'URSS. Le calme semblait revenu depuis le cessez-le-feu de 1994 à la demande du Conseil de Sécurité de l'Onu. Puis, la Géorgie, se sentant soutenu par l'Otan envahissait une partie de la province d'Abkhazie en 2006.

Dans la nuit du 7 au 8 août 2008, la Géorgie s'attaquait à l'Ossétie du Sud, après avoir obtenu un début d'accord de devenir membre de l'Otan. La Russie riposta rapidement. Lundi 11 août, les russes prenaient le contrôle de la capitale dévastée d'Ossétie du Sud, Tskhinvali. Mardi 12, le président Medvedev annonçait la fin des opérations militaires russes en Ossétie du Sud. Mercredi 13, les autorités de la République autoproclamée d'Abkhazie annonçaient avoir chassé les troupes géorgiennes de la haute gorge de la rivière Kodori, que Tbilissi occupait depuis juillet 2006. Et aujourd'hui, il est important de revoir les quelques sources de conflits dans cette région du Caucase.

D'abord les hydrocarbures :

Des conflits existent depuis plusieurs années pour avoir le contrôle des territoires de transit des hydrocarbures en provenance des pays producteurs d'Asie centrale et du Caucase. Récemment, un attentat attribué au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en Turquie de l'est a eu lieu contre le deuxième pipeline le plus large au monde, le Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), qui relie les champs pétroliers de la Caspienne au port turc de Ceyhan, en Méditerranée, en passant par l'Azerbaïdjan et le sud de la Géorgie faisait remarquer une déclaration du 11 août 2008 de Robert Johnson, directeur de l'énergie et des ressources naturelles au cabinet-conseil américain d'analyse des risques Eurasia Group : « La réputation de la Géorgie comme route alternative sécurisée pour les pipelines acheminant le pétrole et le gaz d'Asie centrale à la Méditerranée a été compromise... Si vous supprimez l'option géorgienne de la table... ça fait le jeu de la Russie, car la plupart des autres options viables passent par le territoire russe. »

De l'eau dans le gaz

Dès 2006, suite à l'explosion du gazoduc en Ossétie du Nord, la Géorgie cherchait de nouvelles solutions pour ses besoins en gaz. En 2007, elle regardait vers l'Azerbaïdjan pour recevoir du gaz en provenance du gisement de Shah Deniz, grâce à un oléoduc en construction qui passe sur le territoire géorgien pour aller en Turquie. Le ministre de l'Énergie a expliqué que la Géorgie recevrait 200 millions de mètres cube par an en paiement du transit et 500 millions de mètres cubes à prix réduit. Mais les besoins annuels de la Géorgie pour 2006 s'élevaient déjà à deux milliards de mètres cube. D'autres pays reçoivent également leur gaz de Russie, comme l'Arménie.

L'effet domino

L'effet domino dans lequel les occidentaux se sont engagés depuis la reconnaissance du Kosovo risque de se prolonger dans le Caucase : au printemps 2008, Moscou établissait des relations officielles avec les républiques autoproclamées d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud. La Russie a réagi ainsi, à la suite de cette reconnaissance du Kosovo en disant : A quoi bon déployer une force internationale de police

civile sous l'égide des Nations unies en Abkhazie et étendre le mandat de la mission d'observation de l'OSCE à l'ensemble du territoire de l'Ossétie du Sud alors que la KFOR a laissé le Kosovo s'autoproclamer indépendant ? Pourquoi, d'ailleurs prôner l'indépendance du Kosovo et pas celles de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud ?

Et ce qui se passe entre la Géorgie et la Russie n'est pas non plus étranger aux tentatives d'élargissement de l'Otan dans une zone stratégique, à la fois pour la Russie, l'Iran, la Chine et l'Inde. D'ailleurs, les derniers rapprochements entre la Chine et la Russie ont rapport avec ces risques.

Ceci pour contrer les efforts insensés des États-Unis qui veulent intégrer des pays comme la Géorgie dans l'Otan, en y installant notamment des bases militaires et relancer la course aux armements. Ainsi, il faut rapprocher les crispations dans la région du Caucase avec l'accord du 14 août dernier, signé à Varsovie sur le déploiement d'un bouclier anti-missile américain sur le territoire polonais qui vise notamment la Russie.

Depuis, à travers les relations internationales, se joue un bras de fer. Certains pays occidentaux, comme le Canada, qui suit fortement la politique de Bush, veut exclure la Russie du G8. D'autres veulent rompre les relations entre l'Otan et la Russie.

Comment se sortir de cette impasse ?

D'abord, faire respecter, sous l'égide de l'Onu, l'accord négocié par la France avec la Russie le 12 août 2008. Le président français Nicolas Sarkozy et son homologue russe Dmitri Medvedev ont présenté un plan en six points pour résoudre le conflit russo-géorgien, prévoyant le retour des belligérants à leurs positions antérieures aux hostilités.

Ce plan est en six points :

1. les partis doivent s'engager à ne pas "recourir à la force",
2. à "cesser les hostilités de façon définitive",
3. assurer un "accès libre à l'aide humanitaire",
4. les forces militaires géorgiennes doivent retourner "dans leur lieu habituel de cantonnement",
5. tandis que les forces russes doivent se retirer "sur les lignes antérieures au déclenchement des hostilités",
6. l'ouverture de discussions internationales sur le statut futur et les modalités de sécurité durable en Abkhazie et en Ossétie du Sud

Ensuite, l'Union européenne, avec tout l'intérêt qu'elle a de consolider la paix à ses portes, est en outre fortement tributaire des approvisionnements pétroliers et gaziers. Elle doit promouvoir une politique de sécurité européenne à l'opposé de la stratégie de confrontation des États-Unis et de l'Otan. De sorte, qu'elle doit favoriser des échanges politiques et économiques avec les autres partenaires impliqués dans le Caucase en s'appuyant sur les principes de la Conférence d'Helsinki de 1976, quelques peu oubliés par l'ensemble des états européens au sein de l'OSCE. Ce sera promouvoir une coopération économique mutuellement avantageuse, et le respect du droit des peuples et des droits humains.

ⁱ Site Internet de l'Institut de Documentation et Recherche sur la Paix : <http://www.institutidrp.org>